



Marché public de travaux

Communauté d'Agglomération du Calaisis

Marché d'entretien clos et couvert, et pour le traitement des structures béton

Règlement de consultation

Date limite de réception des offres :

MERCREDI 7 SEPTEMBRE 2016 à 12h00

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Maîtrise d'ouvrage

2.2 - Etendue de la consultation

2.3 - Justification de la procédure

2.4 - Limitation du nombre de candidats

2.5 - Organisation de la consultation

2.5.1. Dossier de consultation

2.5.2. Visite du site des travaux

2.6 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

2.7 - Contrôle technique

2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

2.9.1. Décomposition en tranches

2.9.2. Forme du marché

2.10 - Compléments à apporter cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

2.11 - Variantes

2.12 - Délai d'exécution

2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

2.14 - Délai de validité des offres

2.15 - Propriété intellectuelle des projets

2.16 - Durée du marché

2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

2.19 - Mode de règlement

Article 3 - Présentation des offres

Article 4 - Choix et classement des offres

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 6 - Renseignements complémentaires

Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Article 8 - Clauses complémentaires

Article 1 - Objet de la consultation

La présente procédure adaptée concerne les travaux ou les ouvrages suivants :

Marché d'entretien clos et couvert et pour le traitement des bétons

Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans chaque bon de commande.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est :

Communauté d'Agglomération – Cap Calais

La personne signataire du marché est :

Mme la Présidente de la communauté d'agglomération du calais

Les coordonnées du service chargé de la consultation sont les suivantes :

Service Bâtiments et Espaces Publics

Communauté d'Agglomération du Calais

76 boulevard Gambetta

62101 CALAIS

N° de téléphone : 03.2119.55.24

N° de télécopie : 03.21.19.55.09

2.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation ouverte est organisée selon une procédure adaptée propre à la personne publique conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.3 - Justification de la procédure

Sans objet.

2.4 - Limitation du nombre de candidats

Sans objet

2.5 - Organisation de la consultation

2.5.1. Dossier de consultation

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- ◇ règlement de consultation
- ◇ acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles
- ◇ cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles
- ◇ cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- ◇ Bordereau des prix unitaires
- ◇ Bordereau d'aide à la décision

2.5.2. Visite du site des travaux

Sans objet

2.6 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

Suivant le chantier, la maîtrise d'œuvre est assurée, soit par les services techniques du maître de l'ouvrage, soit par un maître d'œuvre public ou privé externe à la maîtrise d'ouvrage .

2.7 - Contrôle technique

S'il y a lieu, les travaux sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Si le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

2.9.1. Décomposition en tranches

Sans objet

2.9.2. Décomposition en lots

Le marché est décomposé en 4 lots :

- Lot 1 : Réparation structure béton, résine d'étanchéité
- Lot 2 : Entretien, réparation couverture et étanchéité
- Lot 3 : Menuiserie extérieure, serrurerie et métallerie
- Lot 4 : Menuiserie extérieure bois

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres, en agissant à la fois :

- ◇ en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements
- ◇ en qualité de candidat de membre de plusieurs groupements.

2.9.3. Forme du marché

Accord-cadre mono-attributaire, sans montant minimum et avec un montant maximum de 190 000 € HT pour la durée du marché, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, conformément à l'article 78 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Réparti comme suit :

- Lot 1 : Réparation structure béton, résine d'étanchéité : sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT.
- Lot 2 : Entretien, réparation couverture et étanchéité : sans minimum et avec un maximum de 100 000 € HT
- Lot 3 : Menuiserie extérieure, serrurerie et métallerie : sans minimum et avec un maximum de 35 000 € HT
- Lot 4 : Menuiserie extérieure bois : sans minimum et avec un maximum de 15 000 € HT

2.10 - Compléments à apporter cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.11 - Variantes

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges ne sont pas autorisées.

2.12 - Délai d'exécution

Les travaux seront exécutés dans le délai fixé par chaque ordre de service, faisant office de bon de commande, qui prescrira de les commencer.

2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter, 7 jours avant la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.14 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.15 - Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.16 - Durée du marché

Le marché commence à la date de réception de la notification du marché pour une durée de un an.

2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Sans objet.

2.19 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Article 3 - Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

• A - Justifications à produire :

• Justifications à produire quant à la situation juridique

◇ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa DC1) ou, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1, :

▽ Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :

- le nom et l'adresse du candidat ;
- le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;
- si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
- document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

◇ Déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2)

◇ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

◇ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015.

• Justifications à produire quant à la capacité économique et financière

• Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

• Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique

◇ Description de l'équipement technique et des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

◇ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

En cas de groupement, les justifications précitées devront être produites par chaque membre du groupement. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

◆ B - Un projet de marché comprenant :

- **un acte d'engagement - document joint à compléter, dater et signer .**
- **le règlement de consultation (R.C) paraphé**
- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) paraphé**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint à accepter sans modification paraphé**
- **Le bordereau des prix unitaires, cadre ci-joint dont tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés et paraphé**

- **Le bordereau d'aide à la décision devant servir à l'analyse des prix, à compléter et parapher par les candidats**
- ◆ **C - Un mémoire justificatif** des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur. En particulier, il pourra y être joint les documents ou renseignements demandés au paragraphe 4.1

Article 4 - Choix et classement des offres

4.1 Critères d'attribution

Après la réception des offres, la Communauté d'Agglomération se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats.

A l'issue de cette phase, si elle a lieu, un classement des offres sera effectué.

Le choix de l'attributaire est fondé sur l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de point :

- **Prix (50 points)**
- **Evaluation technique (50 points)**, ce critère repose sur :
 - indications concernant la provenance des **principales fournitures**, leurs qualités et, éventuellement les références des fournisseurs correspondants **(25 pts)**
 - indications concernant les **procédés d'exécution** envisagés pour les chantiers type des bordereaux d'aide à la décision, et les moyens (en études, en hommes et en matériels) qui seront utilisés **(20 pts)**
 - note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer **la sécurité et l'hygiène** sur un chantier **(5 pts)**

* Le critère « prix » repose sur l'analyse du montant de l'offre et la cohérence des prix unitaires annoncées.

Descriptif du calcul prévu pour la notation :

Note = $50 \times (100 - e) / 100$

avec e = écart en pourcentage avec le moins disant,

* Le critère « valeur technique » repose sur l'analyse du mémoire technique, la qualité des matériaux utilisés, la méthodologie d'intervention ainsi que la cohérence du planning prévisionnel.

Coefficients « critère technique »

- Très satisfaisant 1
- Satisfaisant 0,7
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Insatisfaisant : 0,1

4.2 - Attribution du marché

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande de la personne publique les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 44 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par la personne publique, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par la personne publique.

La personne publique présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres des candidats devront être entièrement rédigées en langue française.

Dans le cas où un candidat remettrait des documents techniques (ou autres) pour étayer ou expliciter son offre, ceux-ci devraient également être rédigés en langue française.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans conditions suivantes :

- transmises par voie électronique sur le site www.klekoon.com
- présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal
- présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé.

Le retrait du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Transmission par voie postale ou remise en mains propres

- Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :
 - CAP CALAISIS TERRE D'OPALE, Communauté d'Agglomération du Calaisis
 - Service marchés publics
 - 76 Boulevard Gambetta
 - 62101 CALAIS

Le pli indique la mention suivante :

"Proposition pour le marché d'entretien clos et couvert et pour le traitement des structures béton." Lot n°__

L'enveloppe concernant la candidature contient :

- Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci-dessus.

Transmission par voie électronique (sur le site www.klekoon.com)

Il sera fait application des dispositions de l'article 39 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Le fichier concernant la candidature contient :

- Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Le fichier concernant l'offre comporte le numéro du lot et contient :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant : www.klekoon.com

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique doit être envoyée ou remise par le candidat.

- elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Article 6 - Renseignements complémentaires

Les renseignements peuvent être obtenus à la même adresse que celle du maître d'ouvrage.

Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Sans objet.

Article 8 - Clauses complémentaires

Sans objet